

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux publics et services gouvernementaux

Kingston Procurement

Des Acquisitions Kingston

86 Clarence Street, 2nd floor

Kingston

Ontario

K7L 1X3

Bid Fax: (613) 545-8067

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux

Kingston Procurement

Des Acquisitions Kingston

86 Clarence Street, 2nd floor

Kingston

Ontario

K7L 1X3

Title - Sujet Services de contrôle des insectes	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-174766/A	Date 2017-03-13
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-174766	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-615-7164
File No. - N° de dossier KIN-6-46216 (615)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-04-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denbeigh, Andrew	Buyer Id - Id de l'acheteur kin615
Telephone No. - N° de téléphone (613)484-1586 ()	FAX No. - N° de FAX (613)545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE . OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES.....	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	12
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
A. OFFRE À COMMANDES	13
7.1 OFFRE.....	13
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	15
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	15
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
7.12 LOIS APPLICABLES	16
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	17
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	17
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	17

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.3	DURÉE DU CONTRAT.....	17
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	17
7.5	PAIEMENT	17
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	18
7.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	18
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	19
7.9	INSPECTION ET ACCEPTATION	19
ANNEXE « A »		20
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	20
ANNEXE « B »		35
	BASE DE PAIEMENT	35
ANNEXE « C »		43
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	43
ANNEXE « D »		48
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	48
ANNEXE “E”		50
	EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS POUR L'OFFRE À COMMANDES	50
ANNEXE “F”		51
	PWGSC-TPSGC 942 – COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES	51
ANNEXE “G” DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D’OFFRES À COMMANDES		54
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	54

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les Exigences en matière d'assurance, les Exigences en matière de rapports pour l'offre à commandes, PWGSC-TPSGC 942 – Commande subséquente à une offre à commandes, et les instruments de paiement électronique.

1.2 Sommaire

La Base des Forces canadiennes (BFC) de Trenton, qui relève du ministère de la Défense nationale (MDN), cherche à établir un marché pour la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement et des services de transport nécessaires à la prestation de services de contrôle des insectes et animaux nuisibles selon les besoins. Ces services devront être offerts à divers immeubles industriels, de bureaux et résidentiels sur la BFC Trenton et à divers emplacements satellites. Les lieux desservis dans le cadre de cette offre à commandes comprennent, entre autres, ceux qui suivent : La Base des Forces canadiennes Trenton, le détachement Mountain View, les manèges militaires de Belleville et de Peterborough et les complexes de communications de Carrying Place et de Point Petrie.

L'État prévoit attribuer une (1) offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6837-174766/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Des commandes subséquentes pourront être passées dans le cadre de l'offre à commandes du la date d'attribution au 31 mars 2020, avec l'option irrévocable de prolonger l'offre à commandes pendant une (1) période d'un an additionnelle.

Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre financière (1 copie papier)
Section II: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « G » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation financière

4.1.1.1 Critères financiers obligatoires

Toute offre qui ne satisfera pas aux exigences obligatoires ci-après sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.

- a) La base d'établissement des prix jointe à l'offre ne doit comporter aucune autre modification que l'ajout des prix unitaires proposés par l'offrant.
- b) Le prix doit être indiqué pour tous les besoins et toutes les périodes d'établissement des prix. Si l'offrant laisse un champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander à l'offrant de confirmer que le prix est bel et bien « 0,00 \$ ». Aucun offrant ne sera autorisé à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- c) Les offres ne peuvent faire l'objet d'aucune condition ni qualification.
- d) Les prix doivent être fermes en devise canadienne, excluant les taxes applicables, et ne doivent pas être indexés ou liés à un facteur d'indexation.

4.1.2.1 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accises canadiens.

Le prix évalué d'une offre doit être calculé comme suit :

Pour chacun des articles, hormis les articles C23 et C24, la somme des prix pour toutes les périodes d'établissement des prix sera multipliée par les chiffres respectifs d'utilisation estimée annuelle en vue de calculer le prix total de l'article. Pour les articles C23 et C24, la somme du taux de majoration pour l'ensemble des périodes d'établissement des prix sera multipliée par l'utilisation estimée annuelle, et le montant obtenu sera ajouté à l'utilisation estimée annuelle pour calculer le prix total de l'article.

Les prix calculés pour tous les articles seront additionnés pour calculer le prix évalué total.

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail* (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure

N° de l'invitation - Solicitation No.

W6837-174766/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Permis d'opérateur antiparasitaire

L'offrant doit fournir une copie de son permis d'opérateur antiparasitaire délivré par le ministère de l'Environnement de l'Ontario (valider à la date de clôture de la demande de soumissions), comme l'indique la *Loi sur les pesticides* et son Règlement 63/09.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « E ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée

dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du la date d'attribution de l'offre à commandes au 31 March 2020. *[Remarque à l'intention des offrants : Le Canada insérera cette information (dates) à l'attribution du contrat].*

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire (1) période de l'année, à partir du 1 Avril 2020 jusqu'au 31 Mars 2021, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Andrew Denbeigh
Titre : Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston, ON K7L 1X3

Téléphone : 613-484-1586

Télécopieur : 613-545-8067

Courriel : andrew.denbeigh@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant *[Note aux offrants : Veuillez remplir les renseignements requis.]*

Nom : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Numéro d'entreprise - approvisionnement: _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Le ministère de la Défense nationale.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 10 000,00 \$ (taxes applicables incluses).

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- i) l'offre de l'offrant en date du _____. *[Note aux offrants : Le Canada insérera de l'information au moment de l'émission de l'Offre à commandes.]*

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario *[Note aux offrants : Le Canada insérera le nom de la province ou du territoire comme précisé par l'offrant dans son offre.]* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit. *[Note aux offrans : Cette clause sera insérée si le paiement par cartes de crédit est accepté par l'offrant. Sinon, elle sera retirée.]*

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés en conformité avec la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu d'une commande subséquente à l'offre à commandes, l'entrepreneur sera payé selon un(des) prix unitaire(s) ferme(s) indiqué dans la commande subséquente, calculé conformément à l'annexe B, Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables en sus.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2008-05-12), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client
Clause du *Guide des CCUA* C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat MasterCard ;
- b. Dépôt direct (national et international)

[Remarque à l'intention des offrants : Le Canada insérera ou supprimera le texte, conformément à l'offre (annexe G), au moment de l'attribution]

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit présenter des factures conformes aux dispositions de l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être présentées avant que tous les travaux indiqués sur la facture soient terminés.

Les factures doivent être présentées sur le formulaire de facturation de l'offrant et doivent inclure au moins les renseignements suivants :

- a) le numéro de la commande subséquente;
 - b) le montant facturé (taxes non comprises);
 - c) le montant de taxes applicables;
 - d) la date;
 - e) le nom et l'adresse de l'utilisateur désigné;
 - f) le ou les numéros de l'article;
 - g) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé (s'il y a lieu);
 - h) le numéro de l'offre à commandes qui figure à la page 1 de la présente offre à commande.
2. L'original et une (1) copie de chaque facture doivent être transmis au représentant du client comme il est indiqué sur chaque document de commande subséquente aux fins de certification et de paiement.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « D ».
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada,

l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [A9062C](#) (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

7.9 Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

SECTION A

PORTÉE GÉNÉRALE DES TRAVAUX

1. DESCRIPTION GÉNÉRALE

Les travaux visés par la présente offre à commandes (OC) comprennent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel requis pour la fourniture des services de contrôle des insectes et animaux nuisibles dans divers immeubles industriels, de bureaux et résidentiels de la 8^e Escadre Trenton ainsi qu'à différents sites satellites, comme prescrit dans le présent devis et au fur et à mesure des besoins. Les lieux desservis en vertu de la présente OC comprennent entre autres les emplacements géographiques qui suivent : la Base des Forces canadiennes Trenton, le détachement Mountain View, les manèges militaires de Belleville et de Peterborough et les complexes de communications de Carrying Place et de Point Petrie. Aucune limite minimale de commande subséquente ne s'applique. La section « A » du présent énoncé des travaux s'applique à toutes les phases des travaux prescrits ou indiqués dans la section « B » de l'énoncé des travaux et les régissent. Consulter la section « B » de l'énoncé des travaux pour en savoir plus sur la prestation de services de contrôle des insectes et animaux nuisibles.

2. ACCÈS AUX SITES

- a. Les déplacements de main-d'œuvre et de matériel sur les terrains de l'Escadre et dans les bâtiments qu'elle occupe doivent être approuvés par le chargé de projet (CP).
- b. L'accès à la 8^e Escadre Trenton sera restreint au personnel militaire, aux employés de l'État et aux civils autorisés qui ont obtenu une autorisation préalable pour entrer dans l'enceinte de la base. Pour obtenir une autorisation, l'entrepreneur doit fournir au CP le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de tous les employés qui ont besoin d'accéder aux installations de la base pour s'acquitter de leurs obligations contractuelles. L'entrepreneur devra toujours avoir une liste d'employés précise et à jour. Le Canada ne sera pas tenu responsable dans les cas où les dates de livraison et les obligations contractuelles ne seraient pas respectées à cause de l'accès qui aurait été refusé à ses employés parce qu'une autorisation au préalable n'aurait pas été obtenue. Un préavis de 48 heures doit être donné au CP avant la livraison pour atténuer les problèmes qui pourraient survenir en raison d'une activité du MDN. Pour ce qui est de la livraison, la personne ressource autorisée est le CP précisé dans la présente OC.
- c. Tous les employés doivent être en mesure de présenter une pièce d'identité avec photo délivrée par le gouvernement (comme un permis de conduire ou une autre pièce d'identité le CP juge acceptable) lorsqu'ils se trouvent sur la propriété du MDN. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur si le personnel de ce dernier se voit refuser l'accès à la Base des Forces canadiennes.

3. NORMES

- a. Les diverses sections et sous-sections du présent devis font référence à des normes locales, nationales et internationales. Ces normes font partie intégrante du présent devis et, par conséquent, doivent être lues de concert avec le devis comme si elles y étaient reproduites.

L'entrepreneur devra, par conséquent, en connaître entièrement le contenu et les exigences. La plus récente édition de toutes les normes s'applique, sauf si le devis mentionne une édition datée précise.

- b. Lorsqu'il est fait mention de certains dessins détaillés, catalogues ou données connexes similaires publiés par les fournisseurs de matériel, il incombe à l'entrepreneur seul de les obtenir auprès des sources décrites.

4. ATTESTATIONS

Tout le personnel de l'entrepreneur à l'œuvre sur le chantier doit posséder les permis de travail et certificats appropriés pour effectuer les travaux prescrits dans le document de la commande subséquente.

5. RÉFÉRENCE À DES APPELLATIONS COMMERCIALES

En cas de mention d'appellations commerciales dans le présent devis, celles-ci ne sont pas nécessairement restrictives sauf avis contraire.

6. ACCEPTABILITÉ DES MATÉRIAUX

- a. L'acceptation des matériaux autres que ceux qui sont prescrits sera déterminée, avant que l'entrepreneur ne les utilise, par le CP. Toute demande d'acceptation de matériel non désigné doit être adressée par écrit au CP. Les demandes doivent contenir suffisamment d'information sur le produit pour permettre au CP de procéder à l'évaluation.

7. CALENDRIER DES TRAVAUX

- a. L'entrepreneur ne doit refuser aucun appel de service effectué par le CP, et doit être disposé à effectuer les travaux dans les six (6) heures qui suivent la réception du formulaire de commande subséquente 942. Le CP fournira autant de délais de préavis que possible pour chaque commande subséquente.
- b. L'entrepreneur doit organiser les travaux de manière à nuire le moins possible aux occupants des bâtiments.
- c. L'entrepreneur doit travailler en collaboration avec les gens des autres métiers sur le chantier.
- d. Une partie des travaux sur les lieux peuvent être effectués en dehors des heures normales de travail, selon l'autorisation du CP. Les heures normales de travail dans la majeure partie des bâtiments de l'unité sont de 7 h à 16 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés à la 8^e Escadre Trenton.
- e. Les jours suivants sont reconnus comme des jours fériés : le jour de l'An, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête de Victoria, la fête du Canada, le jour férié provincial (premier lundi du mois d'août), la fête du Travail, le jour d'Action de grâce, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël.

8. UTILISATION DES LOCAUX

En tout temps, l'entrepreneur doit s'en tenir, pour ce qui est de la disposition et du rangement de son matériel ainsi que des activités de ses employés, aux limites fixées par la loi, aux ordonnances ou aux directives du CP; il doit s'abstenir d'encombrer déraisonnablement les lieux.

9. FOURNITURE OU INSTALLATION

Sauf mention du mot « seulement » devant « fourniture » ou « installation » ou devant d'autres variantes de ces termes, selon les passages où ils sont employés, l'intention expresse dans la présente entente est de prévoir à la fois « la fourniture et l'installation ». Cela ne s'applique pas lorsque le travail est exécuté par une section et que l'installation est faite par une autre.

10. DOMMAGES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger et éviter d'endommager les structures ainsi que les terrains et les installations environnants. Tout dommage causé doit être réparé par l'entrepreneur sans délai et sans frais pour le propriétaire.

11. NETTOYAGE

À la fin de chaque journée, l'entrepreneur doit retirer les débris laissés par le travail et enlever tous les obstacles pouvant présenter un danger, et ce, à la satisfaction du CP.

12. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ-INCENDIE

a. Plan de sécurité incendie

L'entrepreneur et son personnel doivent avoir pris connaissance de la présente section et de ses exigences.

b. Séance d'information du service d'incendie

Le Gestionnaire du projet de construction prendra les dispositions nécessaires pour que le Chef du service des incendies de l'Escadre puisse transmettre les consignes de sécurité-incendie à l'entrepreneur lors de la réunion préalable aux travaux.

c. Signaler un incendie

Connaître l'emplacement du déclencheur manuel d'alarme et du téléphone d'urgence le plus proche, et le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.

Il faut signaler immédiatement tout incendie au Service d'incendie en procédant de la façon suivante :

- (1) activer le déclencheur manuel d'alarme le plus près ou composer le 911 et demander la caserne de la Base;
- (2) la personne qui a activé un déclencheur manuel d'alarme doit sortir du bâtiment et demeurer sur place pour pouvoir diriger le Service des incendies vers le lieu du sinistre et donner d'autres indications au besoin;

- (3) Lorsque l'on rapporte un incendie par téléphone, dire l'emplacement de l'incendie en mentionnant le nom ou le numéro du bâtiment et se tenir prêt à vérifier l'emplacement.

d. Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs

Les systèmes d'alarme et de protection-incendie ne doivent en aucun cas :

- (1) être obstrués;
- (2) être fermés ou arrêtés;
- (3) être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans l'autorisation du Chef du Service des incendies ou de son représentant;
- (4) à moins que le Chef du Service des incendies l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.

e. Extincteurs d'incendie

L'entrepreneur doit fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le site; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le Chef du Service des incendies.

f. Obstruction des routes

Le chef du service d'incendie doit être informé de tous les travaux pouvant faire obstacle aux véhicules d'intervention. Ces obstacles incluent le non-respect de la hauteur libre minimale indiquée par le chef du service d'incendie, la mise en place de barrières et l'exécution de travaux d'excavation.

g. Précautions relatives à l'usage du tabac

Il est interdit de fumer dans les bâtiments et les installations du MDN.

h. Déchets et matériaux de rebut

- (1) Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- (2) Il est interdit de brûler des rebuts.
- (3) Débarrasser le secteur des travaux de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou période de travail ou selon les directives.
- (4) Faire preuve d'une grande prudence s'il est nécessaire d'entreposer des déchets huileux dans les aires de travail afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales. Déposer, dans des contenants d'acier approuvés, les chiffons et matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer des lieux à la fin de la journée de travail.

i. Liquides inflammables

- (1) Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur).
- (2) On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à un maximum de 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou d'autres liquides inflammables, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le sceau d'approbation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de quantités de liquides inflammables supérieures à 45 litres à des fins liées au travail nécessite l'autorisation du C du Service des incendies.
- (3) Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- (4) Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- (5) Il est interdit d'utiliser comme diluants ou produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C (naphte ou essence, par exemple).
- (6) Les résidus liquides inflammables à éliminer doivent être entreposés dans des contenants approuvés situés dans un endroit sûr et ventilé. On doit réduire au minimum la quantité de ces produits et informer le Service des incendies quand vient le moment de s'en débarrasser.

j. Substances dangereuses

- (1) Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques et/ou explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé, conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- (2) L'entrepreneur doit informer le Chef du Service des incendies et un permis de travail « à chaud » devra être délivré dans tous les cas impliquant des travaux de soudure, de brûlage, ou l'utilisation de lampes à souder et d'appareils de chauffage portables dans les bâtiments ou installations. Des précautions spéciales doivent être prises pour protéger les personnes et les biens contre les incendies et les explosions.
- (3) Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du Service des incendies déterminera les secteurs dangereux, ainsi que le niveau de précaution nécessaire pour le guetteur d'incendie. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le Chef du Service des incendies.
- (4) Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones où des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Le chef du Service des incendies doit être informé de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

k. Questions et/ou éclaircissements

Toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie doit être transmise au chef des pompiers de l'Escadre.

13. SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec les éléments qui suivent :

- a. la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et son règlement sur les chantiers de construction;
- b. la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et son règlement d'application;
- c. les Normes de sécurité générale C-02-040-009/AG-000 du MDN;
- d. les directives du Génie construction de la BFC Trenton à l'intention des entrepreneurs provinciaux travaillant dans des installations appartenant au MDN;
- e. les exigences des autorités municipales, à la condition qu'en cas d'incohérence ou de divergence, les exigences les plus rigoureuses prévaudront.

14. Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

- a. Tous les ouvriers doivent se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses, ainsi qu'à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par Travail Canada et Santé et Bien-être social Canada;
- b. À la livraison des matériaux, remettre au CP des exemplaires des fiches signalétiques du SIMDUT;
- c. Conserver sur le chantier des copies des fiches signalétiques concernant toutes les matières dangereuses, et les mettre à la disposition de tous ceux qui travaillent avec ou à proximité des matières dangereuses.
- d. L'entrepreneur est tenu de signaler immédiatement tous les déversements et de prendre les mesures correctives initiales. (*un déversement est le dépôt, le rejet, le dépôt temporaire, l'émission, l'évacuation, l'injection, la fuite, l'épanchement, la pose, la libération, l'infiltration ou la pulvérisation, intentionnel ou non, d'une matière dangereuse dans l'environnement*);
- e. À la découverte d'un déversement, l'entrepreneur doit s'assurer qu'il est signalé à la caserne des pompiers de l'Escadre, ainsi qu'au CP.
- f. L'entrepreneur doit s'assurer qu'une trousse de confinement des déversements est conservée sur le chantier en tout temps. La trousse doit comprendre des matériaux requis pour le nettoyage initial en cas de déversement de matières dangereuses (tampons absorbants, dispositifs d'assèchement d'huile, digues de confinement, etc.).
- g. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les outils, le matériel et les véhicules sont exempts de fuites qui pourraient entraîner un déversement ou une décharge de matière dangereuse.

15. NON-CONFORMITÉ AVEC LA RÉGLEMENTATION DU MDN

- a. En cas de constat de non-conformité du personnel contractuel à la réglementation sur la santé et la sécurité pendant que celui-ci se trouve dans les installations du MDN, l'officier de sécurité générale de l'Escadre ou les représentants désignés du MDN prendront les mesures ci-dessous :
- (1) PREMIER INCIDENT : on demande au superviseur d'ordonner à la personne de quitter la propriété du MDN jusqu'au prochain jour de travail;
 - (2) SECOND INCIDENT : la personne ne sera plus autorisée à entrer sur la propriété du MDN pour toute la durée du projet.
- b. Une récidive ne constitue pas nécessairement la répétition du premier incident par la même personne : il peut s'agir d'autres formes d'infraction à la réglementation sur la santé et la sécurité par cette personne.
- c. Dans un cas où une répétition d'incidents démontre un manque de respect de la réglementation en santé et sécurité par le superviseur, on demandera à l'entrepreneur de retirer le personnel concerné de la propriété du MDN.
- d. Dans le cas où l'entrepreneur est responsable d'un retard dans l'exécution des travaux, en raison d'une infraction aux exigences établies par la loi ou aux exigences en matière de sécurité contenues dans les directives aux entrepreneurs provinciaux travaillant dans des installations appartenant au MDN, il devra, à ses frais, travailler le nombre d'heures supplémentaires, engager et faire travailler la main-d'œuvre et/ou acquérir et utiliser le matériel jugés nécessaires par l'officier du Génie construction de l'escadre pour exécuter les travaux prévus au contrat, afin d'éviter de retarder l'achèvement définitif des travaux ou de toute activité susmentionnée.

16. DANGERS PRÉVISIBLES

- a. Les articles 29 et 30 de la Partie III de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990, définissent les exigences de conformité imposées par la loi pour le Canada (le propriétaire ou responsable de projet), qui ont à voir directement et indirectement avec les personnes autres que les employés dans le milieu de travail. L'entrepreneur doit se conformer à toutes ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990.
- b. Bien qu'il n'incombe pas au Canada de faire respecter la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990, le Canada a l'intention d'être proactif dans l'exécution de son obligation de diligence raisonnable pour la santé et la sécurité de ses employés ainsi que du personnel de ses entrepreneurs. Avant de commencer les travaux, le Canada exigera de l'entrepreneur un plan de sécurité adapté à la tâche et à l'emplacement, nonobstant les obligations de l'entrepreneur en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario. Même si l'entrepreneur n'est pas tenu par les lois provinciales de préparer un programme de santé et sécurité annuel, il le sera dans le cadre de la présente exigence.
- c. Le Canada définira les tâches courantes associées à des risques de niveau moyen à élevé et fournira à l'entrepreneur une copie de son étude sur les substances désignées, s'il y a lieu. Chaque besoin devrait être évalué individuellement afin de fixer des exigences de sécurité appropriées et de faire preuve de la diligence requise. L'examen par l'entrepreneur et le plan de sécurité subséquent doivent être communiqués au Canada, et les employés ne doivent

pas être considérés comme un bloc homogène. Chaque situation doit faire l'objet de dispositions particulières écrites qui sont adaptées au projet à réaliser.

- d. Le Canada exigera des plans de sécurité particuliers à la tâche avec preuve de présence de tous les employés de l'entrepreneur, des employés des sous-traitants et, si nécessaire, du personnel concerné du Canada à la séance d'information de sécurité connexe. Le plan de sécurité particulier à la tâche dont il est question ici sera fondé sur l'évaluation des risques associés au marché et/ou à la tâche.
- e. L'obligation de diligence raisonnable du Canada sera acquittée par le CP, qui vérifiera que l'entrepreneur :
 - (1) dispose d'un programme de sécurité établi, à jour et en vigueur à l'égard de tous les employés participant au contrat;
 - (2) respecte toutes les règles pertinentes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail;
 - (3) a préparé un plan de sécurité adapté à la tâche ou au contrat et en a informé tous les employés sur le site;
 - (4) assure sa propre supervision de la sécurité dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - (5) effectue les travaux de manière sécuritaire, à l'aide de l'équipement de protection approprié lui appartenant.
- f. Si le CP est d'avis que l'entrepreneur exécute les travaux d'une façon qui est contraire aux exigences de la loi pertinente sur la sécurité :
 - (1) il signalera le risque au responsable de l'entrepreneur, qui est désigné dans le plan de sécurité;
 - (2) si les pratiques non sécuritaires se poursuivent, le CP pourra suspendre les travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la situation; aucun dédommagement ne sera versé à l'entrepreneur pour les arrêts des travaux causés par les pratiques non sécuritaires de ses employés;
 - (3) le Canada peut exiger que l'entrepreneur remplace ses employés si ceux-ci adoptent continuellement des pratiques non sécuritaires.
- g. Risques courants de niveau moyen à élevé – Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais des risques relevés le plus fréquemment. L'entrepreneur doit cerner tous les dangers connus et les communiquer par écrit à ses employés et aux autres personnes affectées au marché avant le commencement des travaux. En aucune circonstance, les travaux ne peuvent-ils commencer avant qu'un plan de sécurité adapté à la tâche n'ait été approuvé dans le cas de travaux comportant les dangers ci-après :
 - (1) Exposition à de hautes tensions et des éclairs d'arc – Bon nombre des installations du Canada exploitent leur propre système de distribution de l'électricité, qui combine des lignes à haute tension souterraines et au-dessus du sol. Une planification minutieuse et un soin extrême sont requis non seulement lorsqu'on travaille directement sur l'équipement électrique ou à proximité de ce dernier, mais également dans le cadre des tâches qui peuvent causer une exposition prévue ou imprévue à des systèmes électriques sous tension;

- (2) Travail en hauteur – Le Canada maintient différents types de structures comme des bâtiments, des tours, des trous d'homme et des installations d'entraînement qui comportent des risques de chute. Une planification rigoureuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de tous les travaux comportant un risque de chute. Cette exigence touche non seulement le travail exécuté en altitude, mais le travail exécuté au sol (par exemple à proximité d'un trou d'homme ou sur un pont);
- (3) Travail à chaud – Dans les installations du Canada, un permis de travail à chaud est requis pour toutes les activités énumérées dans le processus de permis pour travail à chaud du poste d'incendie. Une planification minutieuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de tous les projets comportant un risque de blessures personnelles ou d'incendie associé au travail à chaud. Plusieurs des installations du Canada utilisent la vapeur haute pression et basse pression aux fins du chauffage central. Une planification détaillée et un soin extrême sont requis dans l'exécution de tous les projets comportant des risques associés au travail sur les conduites de vapeur ou très près de celles-ci;
- (4) Contrôle de la circulation – Dans de nombreuses installations, le Canada maintient son propre réseau de routes et ses propres services d'intervention d'urgence. En aucun cas, l'entrepreneur ne doit bloquer ou entraver la circulation sans autorisation. L'émission d'une autorisation permet aux services d'urgence d'ajuster leurs déplacements si une intervention est nécessaire. En plus du réseau routier, les installations du Canada comportent des zones de stationnement et des zones pour véhicules institutionnels où la circulation est dense. Une planification minutieuse et un soin extrême sont requis pour tous les projets où il existe un risque associé à la circulation à proximité des employés de l'entrepreneur.
- (5) Exigence de verrouillage des sources d'énergie potentielles – Les installations du Canada comptent de nombreuses sources potentielles d'énergie électrique et mécanique. Il est essentiel que l'entrepreneur se renseigne sur toutes les sources potentielles d'énergie pour chaque projet et s'assure qu'un processus de verrouillage de ces sources est en vigueur. Le fait d'éteindre un appareil sans le verrouiller n'est pas une mesure acceptable. Une planification minutieuse et un soin extrême sont requis pour tous les projets où des risques associés aux sources d'énergie électromécanique sont présents.
- (6) Autre – Au moment d'exécuter les travaux, si d'autres risques connus sont présents, le CP et l'entrepreneur détermineront ces risques ensemble et veilleront à ce qu'ils soient couverts par le plan de sécurité propre au lieu de travail.

17. DEMANDE DE DÉROGATION

- a. L'entrepreneur peut faire une demande de dérogation, s'il juge que la réglementation semble compromettre plutôt que favoriser la réalisation des objectifs du programme de sécurité du Canada. Il incombe à l'officier de la sécurité générale de l'Escadre d'approuver ou de rejeter la demande et sa décision est exécutoire.
- b. L'approbation ou le rejet d'une demande de dérogation à la réglementation locale de sécurité de la BFC Trenton sera effectué seulement si cette réglementation est plus rigoureuse que les exigences minimales.

SECTION B

Services de contrôle des insectes et animaux nuisibles

1. ÉTENDUE DES TRAVAUX

a. Généralités

Les travaux visés par la présente offre à commandes (OC) comprennent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel requis pour la fourniture des services de contrôle des insectes et animaux nuisibles à divers immeubles industriels, de bureaux et résidentiels de la 8^e Escadre Trenton ainsi qu'à différents sites satellites, qui comprennent entre autres ceux qui suivent :

Manège militaire Belleville – 187, rue Pinnacle, Belleville (Ont.)
Détachement Mountain View des Forces canadiennes – 3179, Autoroute 62, Ameliasburgh (Ont.)
Site de transmission de Point Petre – 275, rte. Point Petre, Athol (Ont.)
Site de réception de Carrying Place – 21124, prom. Loyalist, Carrying Place (Ont.)
Manège militaire de Peterborough – 220, rue Murray, Peterborough (Ont.)

selon les besoins.

b. Travaux inclus

Les travaux visés par la présente OC comprennent, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :

- (1) Le contrôle d'insectes et d'arthropodes, comme les abeilles, les guêpes, les frelons, les araignées, les chenilles, les punaises de lit, les anthrènes des tapis, les forficules et toutes les espèces de fourmis.
- (2) Le contrôle d'animaux nuisibles dans les bâtiments et autour de ceux-ci, comme les rats, les souris, les marmottes, les écureuils, les moufettes, les castors, les ratons laveurs, les chats, les tamias et les chauves-souris.
- (3) Le contrôle des oiseaux dans les bâtiments et autour de ceux-ci, comme les pigeons, les étourneaux sansonnets et les hirondelles rustiques.
- (4) Le contrôle des vers de terre le long des pistes et des voies de circulation, par l'utilisation de vermicide afin d'empêcher les oiseaux de flâner près de ces secteurs;
- (5) La fourniture et l'installation de fils, de pointes et de filets pour contrôler les oiseaux, de dispositifs de dissuasion électroniques et d'un éventail de produits semblables pour dissuader les oiseaux, le cas échéant;
- (6) La fourniture et l'installation de portes à sens unique temporaires afin de permettre aux animaux de sortir des structures tout en les empêchant d'entrer de nouveau dans le bâtiment;
- (7) La fourniture et l'installation de nouvelles composantes mineures aux bâtiments, comme des bas de porte rigides, des seuils, des bourrelets de calfeutrage, des grilles, des écrans, des solins et du calfeutrage pour sceller les points d'entrée;

- (8) L'élimination et le remplacement de composantes mineures des bâtiments afin d'accéder à des animaux nuisibles et de faire du nettoyage, comme des panneaux d'accès, des panneaux de revêtement de plancher détachables et des luminaires, entre autres;
- (9) La fourniture de points d'appât et de pièges et leur installation, de l'appâtage prévu d'animaux nuisibles et d'inspections opportunes afin de veiller à recourir à des méthodes humaines, et l'élimination définitive;
- (10) L'élimination d'animaux morts découverts dans des bâtiments ou près de zones occupées, y compris l'élimination adéquate des carcasses des propriétés du MDN et la désinfection des secteurs contaminés.
- (11) Élimination d'excréments, de matériel de construction de nid et d'autres déjections d'animaux dans les bâtiments ou près des zones occupées, y compris l'élimination, le nettoyage et la désinfection des secteurs contaminés;
- (12) Réinstallation efficace des animaux piégés le cas échéant;
- (13) Élimination de la végétation près des bâtiments dans les lieux problématiques afin d'éliminer la nidation et l'offre d'un accès couvert aux animaux nuisibles et aux rongeurs;
- (14) Tous les autres travaux similaires demandés par le chargé de projet (CP).

2. ESTIMATIONS

- a. L'entrepreneur doit soumettre des estimations écrites au CP aux fins d'établissement du budget, et ces estimations doivent être approuvées avant le début des travaux. La facturation doit être conforme à l'annexe « B », Modalités de paiement.

3. TRAVAUX EXCLUS

Le contrôle de la faune pour la majorité des aérodrômes de la BFC Trenton et le DFC de Mountain View est mené dans le cadre d'un contrat distinct, où l'on recourt à diverses méthodes comme les oiseaux de proie, le piégeage et l'utilisation d'artifices pour garantir la sécurité des vols.

4. MATÉRIEL

L'entrepreneur doit posséder la liste de matériel suivante ou y avoir facilement accès afin de s'acquitter des obligations de la présente OC. Sauf approbation contraire du CP avant le commencement des travaux, tout le matériel utilisé par l'entrepreneur doit au moins satisfaire à la liste de critères de performance ci-après :

- a. De l'équipement de protection individuelle pour tous les membres du personnel de l'entrepreneur, comme des appareils respiratoires, des combinaisons jetables, des gants, des masques, de l'équipement de protection des yeux, des chaussures de protection et des protecteurs auditifs. Il incombe à l'entrepreneur de protéger les membres de son personnel d'une exposition aux risques liés à la présente OC pour des services de contrôle des insectes et animaux nuisibles en tout temps;

- b. Un inventaire des pièges permettant de capturer l'animal vivant et des pièges assommoirs pour des animaux de tailles différentes que l'on retrouve communément à la BFC Trenton.
- c. Un éventail d'outils et de dispositifs de suivi pour contrôler les animaux nuisibles, comme des points d'appât, des leurres, des lampes de poche à rayons ultraviolets, des caméras d'inspection, etc.;
- d. Un éventail de portes à sens unique temporaires afin de permettre aux animaux de sortir des structures tout en les empêchant d'entrer de nouveau dans le bâtiment en toute sécurité;
- e. Tous les outils requis d'épandage de pesticide, y compris des nébulisateurs, des pulvérisateurs, des poudreuses pneumatiques et de l'adhésif mousse;
- f. Un aspirateur portatif commercial, en mesure d'aspirer de la matière particulaire et des bioaérosols jusqu'à 0,3 micron, nécessaires pour mener des activités de nettoyage comme l'élimination des excréments;
- g. De l'équipement d'élimination de la végétation, comme des tailles-bordures, des tailleuses de haies, des râteaux et des pelles;
- h. De l'équipement portatif de production d'énergie électrique, requis pour utiliser tous les biens de l'entrepreneur, puisqu'il est possible que la BFC Trenton ou le MDN ne mette pas toujours à sa disposition une alimentation électrique;
- i. Fournir et utiliser, s'il y a lieu, de l'équipement pour effectuer un traitement thermique contre les punaises de lit et des ventilateurs de recirculation.

5. PRODUITS

Les produits suivants seront requis au fur et à mesure des besoins et seront assujettis à l'approbation du CP :

a. Les pesticides

Tous les pesticides utilisés pour mener le travail décrit dans la présente OC doivent être enregistrés en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires* et être classifiés en vertu de la *Loi sur les pesticides* provinciale. Toutes les fiches signalétiques connexes doivent être fournies à la demande du CP. Les fiches signalétiques pour chaque produit utilisé doivent être conservées dans le véhicule de l'entrepreneur lorsqu'il travaille à la BFC Trenton ou en d'autres lieux appartenant au MDN. L'utilisation de produits écologiques biodégradables pour réaliser toute tâche de contrôle des insectes et animaux nuisibles est encouragée.

b. Les pièges à animaux

Tous les pièges utilisés sur des lieux dont le MDN est le propriétaire doivent être considérés comme étant sans cruauté et fonctionner de sorte à ne pas causer de détresse ou de souffrance indues aux animaux saisis.

6. EXÉCUTION

- a. L'entrepreneur et tous les techniciens en entretien et en réparation doivent posséder des licences et des permis valides délivrés par la province de l'Ontario pour effectuer le contrôle des insectes et animaux nuisibles.
- b. Toutes les activités de contrôle des insectes et animaux nuisibles menées avec des pesticides doivent être conformes à la réglementation adoptée par le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario.
- c. Il faut signaler toute utilisation ou application de pesticide au moyen du gabarit fourni à la section C, instituée *Programme de déclaration d'utilisation de pesticides – 8^e Escadre Trenton*. Il s'agit d'une exigence obligatoire pour effectuer le suivi de toutes les utilisations de pesticides à la BFC Trenton et à tous ses sites satellites, dont la mise en application sera assurée par le CP. On conseille à l'entrepreneur de remplir et de conserver les originaux desdits documents et de présenter un exemplaire certifié conforme de chacun avec les factures connexes. Le paiement de la facture ne sera pas approuvé pour les travaux qui exigent de déclarer l'utilisation de pesticides, si l'entrepreneur ne présente par les rapports en temps opportun;
- d. Tous les pesticides doivent être appliqués selon la proportion et la méthode d'épandage recommandée par le fabricant;
- e. Le contrôle des insectes et animaux nuisibles effectué au moyen de pièges doit être mené sans cruauté en tout temps afin de prévenir la détresse ou la souffrance indues des animaux piégés;
- f. Il faut poser en tout temps des pièges permettant de capturer l'animal vivant selon la réglementation du ministre des Ressources naturelles de l'Ontario;
- g. Les pièges permettant de capturer l'animal vivant doivent être surveillés fréquemment, au moins une fois par jour, afin de veiller à ne pas exposer les animaux piégés aux éléments pendant une période prolongée. Les coordonnées actuelles de l'entrepreneur doivent être affichées sur les pièges permettant de capturer l'animal vivant afin de permettre à des passants de communiquer avec lui pour signaler la présence d'un animal dans le piège, ce qui réduira les délais d'attente et les niveaux de stress;
- h. Les pièges assommoirs doivent être choisis en fonction de l'animal nuisible à piéger et avoir des dimensions correspondantes afin de garantir une mort rapide. Les pièges doivent être placés et réglés de façon à éviter de tuer des animaux qui ne sont pas ciblés;
- i. Tous les animaux morts doivent être retirés des propriétés du MDN et éliminés sans cruauté, conformément aux règlements municipaux et internes;
- j. Après chaque cycle de travail, un nettoyage complet du secteur doit être mené et aucun débris ne doit demeurer; il faut s'assurer que tous les agents de contrôle des animaux nuisibles sont appliqués correctement ou retirés, dans le cas d'une inspection finale.

7. SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

- a. Services supplémentaires de contrôle des insectes et animaux nuisibles autorisés par le CP.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Section C

8 Wing
Canadian Forces Base Trenton
PO Box 1000, Stn Forces
Astra, ON K0K 3W0



8ième escadre
Base des Forces canadiennes Trenton
CP 1000, Succ Forces
Astra, ON K0K 3W0

Pesticide Use Reporting Form

Date of Pesticide Use: _____

Name of Pest Control Company Responsible for Work

Operator Licence No.

Name of Exterminator/Applicator

Exterminator's Licence No.

Was a Permit Required for the Class of Product being used?

☐ Yes

☐ No

If Yes, Please Provide Permit Details

Permit No.

Pesticide Use Details

Client Name (Unit, Department, or Section)

Address of Treatment (Building number and physical address)

Treatment Location (Specify area(s) treated at this address)

Target Pest(s) or Purpose of Treatment

Pesticide Brand Name and Class No.

PCP Registration No.

Application Rate

Quantity of Pesticide Used

Guarantee

Application Method

Precaution Advice Given (Safe re-entry time, hazards, or other important information)

Monitoring Method

Injury Threshold

Comments:

Signature of Exterminator or Operator/Pest Control Company: _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pesticide Use Reporting Form	Formulaire de déclaration d'utilisation de pesticide
Date of Pesticide Use:	Date d'utilisation du pesticide :
Name of Pest Control Company Responsible for Work	Nom de l'entreprise de contrôle des insectes et animaux nuisibles responsable des travaux :
Operator Licence No.	Numéro de licence de l'exploitant :
Name of Exterminator/Applicator	Nom de l'exterminateur ou de l'applicateur :
Exterminator's Licence No.	Numéro de licence de l'exterminateur :
Was a Permit Required for the Class of Product being used?	La catégorie de produit utilisé exigeait-elle de posséder un permis?
Yes	Oui
No	Non
If Yes, Please Provide Permit Details	Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails sur le permis
Permit No.	Numéro de permis :
Pesticide Use Details	Détails sur l'utilisation de pesticide
Client Name (Unit, Department, or Section)	Nom du client (unité, département ou section)
Address of Treatment (building number and physical address)	Adresse où le traitement a été effectué (numéro d'immeuble et adresse physique)
Treatment Location (Specify area(s) treated at this address)	Lieu du traitement (indiquer les secteurs traités à cette adresse)
Target Pest(s) or Purpose of Treatment	Animaux nuisibles ciblés ou but du traitement
Pesticide Brand Name and Class No.	Marque et numéro de catégorie du pesticide
PCP Registration No.	Numéro d'enregistrement de PCP
Application Rate	Dose d'application
Quantity of Pesticide Used	Quantité de pesticide utilisée
Guarantee	Garantie
Application Method	Méthode d'application
Precaution Advice Given (Safe re-entry time, hazards, or other important information)	Conseils préventifs donnés (heure de rentrée sécuritaire, dangers ou autres renseignements importants)
Monitoring Method	Méthode de surveillance
Injury Threshold	Seuil d'action nocive
Comments:	Commentaires
Signature of Exterminator or Operator/Pest Control company:	Signature de l'exterminateur ou de l'exploitant/entreprise de contrôle des insectes et animaux nuisibles

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Note à l'intention des offrants

Les instructions et le texte en italiques dans la présente annexe seront retirés de l'offre à commandes subséquente.

Utilisation estimative :

L'utilisation estimative est fournie seulement à titre d'outil d'évaluation; elle constitue l'estimation la plus exacte possible et ne reflète aucunement l'utilisation réelle prévue ni un engagement de la Couronne. Les quantités indiquées ci-après correspondent à l'utilisation prévue pour une année et ne sont qu'une estimation des besoins établis de bonne foi. L'offre à commandes se limitera aux éléments réellement commandés.

Prix laissés en blanc

On demande aux offrants d'indiquer « 0,00 \$ » pour tout élément qu'il ne compte pas facturer ou qui fait déjà partie d'autres prix présentés dans les tableaux. Si l'offrant laisse un champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander à l'offrant de confirmer que le prix est bel et bien « 0,00 \$ ». Aucun offrant ne sera autorisé à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

Taxes applicables

La TPS ne doit pas être incluse dans les prix unitaires (mais sera ajoutée à titre d'article distinct sur toute facture subséquente au contrat).

Prix :

Tous les prix sont des prix unitaires fermes, tout compris, indiqués en dollars canadiens, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, TPS exclue. La TPS n'est pas incluse dans les prix unitaires, mais sera ajoutée à titre d'article distinct sur toute facture subséquente au contrat.

Aux fins d'utilisation dans la présente offre à commandes, l'unité de mesure décrite comme « par emplacement » correspondra à 250 m² (2 700 pi²) dans les bâtiments plus gros, comme des hangars ou des garages automobiles. Un seul bâtiment peut donc comprendre deux ou trois emplacements, par exemple, en fonction des secteurs devant être traités.

Les prix correspondent à des taux tout compris par description de travail détaillée et comprennent l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement, des fournitures, des déplacements (du site de l'entrepreneur jusqu'au site de la BFC Trenton [6, prom. Northstar, Quinte West, Ontario] ou au Manège militaire de Belleville, au 187, rue Pinnacle, Belleville, Ontario), la mise sur pied, le démontage, le réapprovisionnement de tout le matériel, le retrait des biens de l'entrepreneur et un nettoyage final complet. Des frais supplémentaires pour le kilométrage peuvent être ajoutés pour les déplacements à destination ou en provenance des autres emplacements couverts par la présente OC, calculés à partir de du lieu indiqué de la BFC Trenton (sous la tarification « C »).

Périodes d'établissement des prix :

Année 1 – du la date d'attribution de l'offre à commandes au 31 mars 2018;

Année 2 – du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019;

Année 2 – du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020;

Année 4 (Option) – du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

Tarification « A » – taux pour les éléments de contrôle des insectes et animaux nuisibles liés aux mammifères et aux oiseaux :

Tarification « A » – Mammifères et oiseaux						
N° d'article	Description des travaux et des autres frais	Unité de mesure (utilisation estimée)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 (période d'option)
A1	Carcasses aléatoires : Retrait et élimination, avec désinfection du secteur où elle a été trouvée	Par appel de service et carcasse retirée (2)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
A2	Souris, campagnol et autres animaux nuisibles de ce type ou de cette taille : Installer un piège ou des pièges et éliminer les animaux, et mener deux (2) vérifications de suivi 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (10)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
A3	Souris, campagnol et autres animaux nuisibles de ce type ou de cette taille : Installer et entretenir des points d'appât à poison sec à l'intérieur et à l'extérieur, et mener deux (2) vérifications de suivi deux et quatre semaines après	Par emplacement (10)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
A4	Frais mensuels permanents pour l'inspection et l'entretien de 10 points d'appâts tout au plus pour les petits rongeurs dans des bâtiments de nature délicate, comme les cuisines, les bâtiments médicaux et les pièces d'habitation, entre autres.	Par bâtiment (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
A5	Frais mensuels permanents pour l'inspection et l'entretien de 11 à 20 points d'appâts pour les petits rongeurs dans des bâtiments de nature délicate, comme les cuisines, les bâtiments médicaux et les pièces d'habitation, entre autres.	Par bâtiment (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

A6	Frais mensuels permanents pour l'inspection et l'entretien de 21 à 30 points d'appâts pour les petits rongeurs dans des bâtiments de nature délicate, comme les cuisines, les bâtiments médicaux et les pièces d'habitation, entre autres.	Par bâtiment (1)	\$	\$	\$	\$
A7	Frais mensuels permanents pour l'inspection et l'entretien de 31 à 40 points d'appâts pour les petits rongeurs dans des bâtiments de nature délicate, comme les cuisines, les bâtiments médicaux et les pièces d'habitation, entre autres.	Par bâtiment (1)	\$	\$	\$	\$
A8	Rats : Installer un piège ou des pièges et éliminer les animaux, et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
A9	Rats : Installer et entretenir des points d'appât à poison sec à l'intérieur et à l'extérieur, et mener deux (2) vérifications de suivi deux et quatre semaines après	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
A10	Marmottes, spermophiles et taupes Installer un piège ou des pièges et réinstaller l'animal (une unité), et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (4)	\$	\$	\$	\$
A11	Écureuils Installer un piège ou des pièges et réinstaller l'animal (une unité), et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A12	Ratons laveurs, renards et coyotes Installer un piège ou des pièges et réinstaller l'animal (une unité), et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A13	Moufettes et chats féraux Installer un piège ou des pièges et réinstaller l'animal (une unité), et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A14	Castors Installer un piège ou des pièges et réinstaller l'animal (une unité), et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

A15	Chauves-souris Installer un piège ou des pièges et éliminer les animaux, et mener deux (2) vérifications de suivi, 24 heures et de 48 à 72 heures après	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A16	Exclusion de chauves-souris au moyen d'une cache à sens unique, inspection du secteur touché, découverte des points d'entrée et élimination des dortoirs	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
AR17	Pour les oiseaux (y compris les nids), retirer de l'intérieur d'un bâtiment ou d'un grenier et réinstaller	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A18	Pour les oiseaux (y compris les nids), retirer de l'extérieur d'un bâtiment, de la cheminée ou d'une infrastructure connexe et réinstaller; 1,5 étage ou moins	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A19	Pour les oiseaux (y compris les nids), retirer de l'extérieur d'un bâtiment, de la cheminée ou d'une infrastructure connexe et réinstaller; deux étages ou plus	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
A20	Vérification de suivi supplémentaire pour tous les éléments susmentionnés, de A2 à A19 inclusivement	Par vérification de suivi (4)	\$	\$	\$	\$
A21	Coûts liés à l'élimination de chaque gros animal supplémentaire indiqué ci-dessus, des éléments A10 à A14 inclusivement	Par animal (2)	\$	\$	\$	\$

Tarification « B » – Taux pour le contrôle des insectes et animaux nuisibles liés aux insectes et aux araignées

Tarification « B » – Traitements contre les insectes et les araignées						
Article de la base de paiement	Description des travaux et des autres frais	Unité de mesure (utilisation estimée)	Coût de l'année 1	Coût de l'année 2	Coût de l'année 3	Coût de l'année 4
B1	Fourmis Traitement intérieur de lieux occupés ou vacants	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B2	Fourmis Traitement extérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B3	Fourmis Traitement intérieur et extérieur de lieux occupés ou vacants	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B4	Fourmis charpentières et termites : traitement de l'intérieur ou de l'extérieur d'un emplacement, occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B5	Abeilles, guêpes et frelons Contrôle physique, élimination de nid dormant de l'intérieur ou de l'extérieur d'un emplacement	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B6	Abeilles, guêpes et frelons Contrôle physique, élimination et réinstallation d'un nid actif de l'intérieur ou de l'extérieur d'un emplacement	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B7	Cloporte commun, cloporte vulgaire, mille-pattes et diplopode Traitement extérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
B8	Forficule Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B9	Forficule Traitement extérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B10	Acariens Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B11	Puces Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B12	Asticots Traitement extérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$
B13	Lépismes et thermobies Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6837-174766/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B14	Araignées Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B15	Araignées Traitement extérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B16	Coquerelles Traitement intérieur d'un emplacement occupé ou vacant	Par emplacement (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B17	Punaises de lit Traitement intérieur, pour un emplacement occupé ou vacant, au vaporisateur, à la vapeur, à la chaleur ou à la poudre	Visite et application par emplacement (2)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B18	Chenilles Contrôle des insectes, comprend l'enlèvement des nids, par application unique par arbre.	Par application, par arbre (2)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B19	Vers Utilisation de vermicide pour contrôler la présence de vers autour des pistes et des voies de circulation	Par mètre carré (500)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

Tarification « C » – Tarifs forfaitaires et frais supplémentaires

Frais forfaitaires pour les services d'installation, le nettoyage supplémentaire, les réparations mineures et des articles divers, avec l'autorisation du chargé de projet. Les frais pour la première visite des lieux, l'inspection et la proposition de prix ne s'appliqueront pas si l'équipe travaille déjà sur place. Les articles C6, C12 et C21 peuvent uniquement être utilisés pour des travaux qui ne se rapportent à aucun autre article énuméré dans la base de paiement totale.

Tarification « C » – Tarifs forfaitaires et frais supplémentaires						
Article de la base de paiement	Description des travaux et des autres frais	Unité de mesure (utilisation estimée)	Coût de l'année 1	Coût de l'année 2	Coût de l'année 3	Coût de l'année 4
C1	Première visite des lieux/inspection/proposition de prix : pendant les heures de travail normales (7 h à 15 h 30), du lundi au vendredi	Par visite des lieux (20)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
C2	Première visite des lieux/inspection/proposition de prix : en dehors des heures de travail normales (7 h à 15 h 30), du lundi au vendredi	Par visite des lieux (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
C3	Première visite des lieux/inspection/proposition de prix : samedi, dimanche ou jour férié	Par visite des lieux (1)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
C4	Coût supplémentaire, facturé par kilomètre, si des services sont requis en dehors des environs immédiats de la BFC Trenton	Par kilomètre (200)	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C5	Coordination avec les autres métiers Frais liés à la planification des traitements en fonction des besoins d'autres entrepreneurs et de leurs activités de travail	Par jour, par emplacement (2)	\$	\$	\$	\$
C6	Nettoyage général des secteurs nécessitant un contrôle des animaux nuisibles, y compris l'élimination de matériel de construction de nid, de déchets et d'excréments d'animaux, entre autres	Par heure-personne (14)	\$	\$	\$	\$
C7	Désinfection d'un emplacement Vacant et non meublé par mètre carré	Par mètre carré (10)	\$	\$	\$	\$
C8	Désinfection d'un emplacement Occupé ou vacant, meublé, par mètre carré	Par mètre carré (10)	\$	\$	\$	\$
C9	Entretien d'arbres Contrôle des animaux nuisibles avec des pesticides	Par arbre (2)	\$	\$	\$	\$
C10	Entretien d'arbres : contrôle des animaux nuisibles avec un insecticide systémique	Par arbre (2)	\$	\$	\$	\$
C11	Inspection d'arbres : inspection et analyse par sonde de Pressler	Par arbre (2)	\$	\$	\$	\$
C12	Élimination de plantes ou de feuilles à proximité de bâtiments qui contribuent à une infestation d'animaux nuisibles	Par heure-personne (10)	\$	\$	\$	\$
c13	Portes à sens unique Installation de dispositifs d'exclusion et surveillance pendant une semaine	Par porte par semaine (2)	\$	\$	\$	\$
C14	Calféutrage : méthode de prévention de réentrée d'animaux nuisibles pour des trous d'un diamètre atteignant jusqu'à concurrence de 25 mm ²	Par trou/point d'entrée (10)	\$	\$	\$	\$
C.15	Mousse expansive : méthode de prévention de réentrée d'animaux nuisibles pour des trous d'un diamètre atteignant jusqu'à concurrence de 20 cm ²	Par trou/point d'entrée (5)	\$	\$	\$	\$
C16	Treillis métallique : méthode de prévention de réentrée s'il y a lieu	Par 30 cm ² (5)	\$	\$	\$	\$
C17	Réparation ou remplacement de soffite	Par 30 cm ² (10)	\$	\$	\$	\$
C18	Réparation de fissures : méthode de prévention de réentrée s'il y a lieu	Par mètre linéaire (10)	\$	\$	\$	\$
C19	Réparation ou remplacement de la bordure de toit ou du solin	Par mètre linéaire (10)	\$	\$	\$	\$
C20	Remplissage de trous dans le sol créé par des animaux nuisibles comme la marmotte, avec de la	Par 30 cm ³ (20)	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	terre propre				
C21	Frais généraux d'installation et de main-d'œuvre pour installer des articles comme des fils et des filets à oiseaux, des sondeurs sonores de dissuasion et des lampes-pièges, entre autres (le matériel sera facturé à l'article C23)	Par heure-personne (10)	\$	\$	\$
C22	Lampes-pièges lumineux Fly Vector : frais liés au nettoyage et à l'entretien de chacune des lampes-piège lumineux, y compris la main-d'œuvre pour coller la plaque ou changer le globe (les pièces seront facturées à l'article C23)	Par lampe-piège lumineux par entretien (20)	\$	\$	\$
C23	Le matériel consommable, les petits pièges, les points d'appât, les plaques à coller, les globes et tous les autres articles achetés et installés par le titulaire de l'OC, sera présenté au prix de vente de revient, en plus d'un pourcentage de majoration, TPS non comprise	Pourcentage de majoration (%) (3 000,00 \$)	%	%	%
C24	La location d'équipement supplémentaire (c.-à-d. échafaudage ou élévateur articulé) sera établie au prix de revient, en plus d'un pourcentage de majoration, TPS non comprise	Pourcentage de majoration (%) (1 000,00 \$)	%	%	%

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ


(Voir la pièce jointe)

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RECEIVED
JUL 21 2015

 Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W6837-174766 *Amendment 2* *sa*

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED


**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND & WING TRENTON	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Real Property Operations Det. Trenton	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Animal and Pest Control Services; the provision of all labour, material, and equipment required to provide animal and pest control services at various industrial, office, and residential buildings throughout 8 Wing Trenton and various satellite locations. Locations supported by this SO include, but are not limited to the following geographical areas: Canadian Forces Base Trenton, Detachment Mountain View, Belleville Armouries, Peterborough Armouries, Carrying Place Communications Complex, and Point Pelee Communications Complex.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.) <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)


Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED



N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	Government of Canada Gouvernement du Canada	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;">Contract Number / Numéro du contrat W6837-174766</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED</div>
---	--	--

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité: ☒ No ☐ Yes
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:
Document Number / Numéro du document:

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:
Commentaires spéciaux: _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

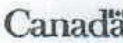
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

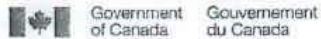
Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED



N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat W6837-174766
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Data / Données électroniques																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?
- ☒ No
Non
- ☐ Yes
Oui
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.
12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?
- ☒ No
Non
- ☐ Yes
Oui
- If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6837-174766

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Maj S.M. House

OC Real Property Operations Det Trent

Telephone No. - N° de téléphone
613-392-2811 Ext. 3321

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-955-2788

E-mail address - Adresse courriel
sarah.house@forces.gc.ca

Date

14 July 2016

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

**Sasa Medjovic - DSSO - Industrial Security
Senior Security Analyst**

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Tel: 613-996-0286
E-mail: sasa.medjovic@forces.gc.ca

216 - July 20

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No

☒ Yes

Non Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Jacques Saumur

24-AUGUST-2016

Jacques Saumur
Contract Security Officer, Contract Security Division
Jacques.Saumur@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-948-1732 / Fax/Téléc - 613-954-4171

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
 - m. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "E"

EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS POUR L'OFFRE À COMMANDES

Veuillez transmettre le rapport au responsable de l'offre à commandes nommé dans les présentes :

Veuillez indiquer le numéro de l'offre à commandes à la ligne Objet et indiquer clairement :

- le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;
- la période pendant laquelle les données ont été accumulées (date de début et date de fin);
- le ministère visé par l'offre à commandes;
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- les dépenses totales à ce jour, par ministère.

Titre de l'offre à commandes		Numéro de l'offre à commandes	Date de début de l'offre à commandes (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de l'offre à commandes (JJ/MM/AAAA)	
Valeur totale à ce jour (\$)		Valeur totale pour la période de référence (\$)	Début de la période de référence (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période de référence (JJ/MM/AAAA)	
Ministère présentant la demande	Numéro de la commande	Description de travail (N° de l'article, quantité)	Date de la commande	Date de livraison	Valeur de la commande (TVH exclue)

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "F"

PWGSC-TPSGC 942 – Commande subséquente à une offre à commandes

(Voir la pièce jointe)

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Clear Data - Effacer l'information



Public Works and Government
Services Canada

Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada

Call-up Against a Standing Offer

Commande subséquente à une offre à commandes

Ship to - Expédier à

Consignee Code
Code destinataire

Postal Code
Code postal

Supplier - Fournisseur

Procurement Business No.
(PBN)
Numéro d'entreprise -
approvisionnement (NEA)

To the supplier: The standing offer identified below is accepted as follows: You are required to supply the goods or services, or both, shown below at the prices or on the pricing basis stated and in accordance with the other conditions stated in the standing offer. Only goods or services, or both, included in the standing offer will be supplied in the call-up against the standing offer.

Au fournisseur: L'offre à commandes indiquée ci-dessous est acceptée selon les modalités suivantes : Vous devez fournir les biens ou les services, ou les deux, indiqués ci-dessous selon les prix ou la base de tarification établie, et conformément avec les autres conditions stipulées dans l'offre à commandes. Seuls les biens ou les services, ou les deux, inclus dans l'offre à commandes seront fournis dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Security: The call-up includes security provisions.

Sécurité : La demande comprend des exigences en matière de sécurité.

☐ NO
NON

☐ YES
OUI

If YES, attach a SRCL to the call-up
Si OUI, joindre une LVERS à la demande

Invoices must be sent in accordance with - Les factures doivent être envoyées selon :

☐ The detailed instructions in the standing offer
Les instructions détaillées dans l'offre à commandes

☐ The address shown in the "Ship to" block
L'adresse indiquée dans la case « Expédier à »

☐ Special instructions below
Les instructions particulières ci-dessous

Each shipment must be accompanied by a packing or delivery slip. All invoices, bills of lading and packing slips must show the following reference numbers.

Chaque expédition doit être accompagnée d'un bordereau d'emballage ou de livraison. Les factures, connaissements et bordereaux d'emballage doivent tous porter les numéros de référence suivants.

Financial Code(s) - Code financier(s)

Standing Offer No. - N° de l'offre à commandes

Requisition No. - N° de demande
Order. Off. - Bur. dem. YY - AA Serial No. - N° de série

Client Reference No. (optional)
N° de référence du client (facultatif)

The representative of the Identified User signing the call-up form must indicate his or her physical address. This address will constitute the address most connected with the supply and will determine, where applicable, the place of supply for this procurement.
Le représentant de l'utilisateur désigné qui signe le formulaire de commande subséquente doit indiquer son adresse municipale, qui constituera l'adresse la plus associée à l'approvisionnement et qui déterminera, le cas échéant, le lieu d'approvisionnement pour cette commande.

Amendment No.
N° de modification

Previous Value (\$)
Valeur précédente (\$)

Value of increase or decrease (\$)
Valeur de l'augmentation ou diminution (\$)

Total estimated expenditures or revised
Total des dépenses estimatives ou révisées

Item No. N° de l'article	NATO Stock No. / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

Special Instructions - Instructions particulières

Total

For further information, call - Pour renseignements supplémentaires, contacter

Name - Nom

Telephone No. - N° de téléphone

Delivery required by - Livraison requise le
(YYYY-MM-DD) (AAAA-MM-JJ)

For internal purposes only - Pour usage interne seulement

Pursuant to subsection 32(1) of the *Financial Administration Act*, funds are available.
En vertu du paragraphe 32(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, des fonds sont disponibles.

Approved for the Minister - Approuvé pour le Ministre

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)

Canada

PWGSC-TPSGC 942 (01/2014)

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6837-174766/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Clear Page Data - Effacer l'information de la page

Requisition No. - N° de demande				Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)		Page		
Order. Off.	Bur. dem.	YY - AA	Serial No. - N° de série			of	de	
Item No. N° de l'article	NATO Stock No. / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article				U. of I. U. de d.	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.

W6837-174766/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6837-17-4766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-6-46216

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "G" de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international)